



AGROBIOSCIENCES

CHRONIQUES INRA 2020

11 OCTOBRE 2002

ANTIBES, LES ROSES ET LEURS ÉPINES

rédigé par Jean-Claude Flamant

Edité par la Mission Agrobiosciences. La Mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du contrat de plan Etat-Région par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Alimentation et des Affaires rurales.

Renseignements: 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>



La démarche de prospective « INRA 2020 »

Entre septembre 2001 et avril 2003, Bertrand Hervieu, Président de l'INRA a conduit une série de débats dans les régions afin d'identifier les grandes questions qui entourent l'avenir de la recherche agronomique, débats auxquels ont participé une grande diversité de partenaires de l'INRA ainsi que le personnel de l'Institut.

Les « Chroniques » rédigées à cette occasion par Jean-Claude Flamant (Mission Agrobiosciences), sous sa responsabilité, plantent le décor, l'ambiance et l'état d'esprit de ces débats, en restituent la substance et formulent les premières analyses prospectives. On y sonde les liens entre les orientations de l'Institut et les enjeux majeurs de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement. On y discute de la place des Régions à l'échelle de l'Europe en partenariat avec les grands organismes de recherche et les Universités. On y entend les préoccupations des chercheurs, les jeunes comme les seniors, sur la démarche, les difficultés et les passions du métier de chercheur.

Alors que le futur de la recherche scientifique - son financement, son organisation, ses orientations – est actuellement discuté à l'échelle nationale, ces « Chroniques » témoignent d'une attitude soucieuse d'éclairer ce que pourrait être à l'horizon de vingt ans la fonction de la recherche scientifique dans la société et sa place dans les territoires.

Le Rapport de prospective publié par l'INRA (« **INRA 2020 – Alimentation, Agriculture, Environnement : une prospective pour la recherche** »). comprend trois Parties.

- la Première Partie (« **Au risque du débat : paroles d'acteurs** ») met en scène dans un débat en Cinq Actes les matériaux des « Chroniques » ainsi que le contenu de dix rencontres internes mobilisant le personnel de l'INRA
- la Deuxième Partie (« **Des Scénarios pour l'INRA à l'horizon 2020** ») a été réalisée dans le cadre d'un groupe de travail sous la direction d'Hugues de Jouvenel (Futuribles International). Les éléments ayant servi à l'élaboration de ces Scénarios a fait l'objet d'une publication spécifique dans la Série « Travaux et Recherches en Prospective », coéditée par l'INRA et Futuribles International (n°19, janvier 2004), 259 pages, 20€. Commande sur www.futuribles.com
- dans la Troisième Partie (« **Enseignements, convictions et ambition : de la prospective à la stratégie** »), Bertrand Hervieu formule les enseignements à tirer de ces éclairages sur les futurs possibles et en déduit « un projet et une ambition pour la recherche agronomique publique ».

Les trois Parties du Rapport sont téléchargeables sur le site Web de l'INRA : voir www.inra.fr actualités)

Liste des Chroniques des débats « INRA 2020 »

Angers : « *Des voix pour une agriculture durable* » (7 septembre 2001)
Antibes : « *Les roses et leurs épines* » (11 octobre 2002)
Bordeaux : « *Les grands chantiers* » (22 novembre 2002)
Clermont-Ferrand - Theix : « *Le futur prend la parole* » (8 mars 2002)
Corte et San Giuliano : « *Les couleurs vives de la Corse* » (18 février 2003)
Dijon : « *A la recherche du Centre perdu* » (27 septembre 2002)
Lille Mons : « *Y-a-t-il encore un INRA au bout du champ ?* » (13 décembre 2002)
Lyon : « *Les ombres et les lumières de Rhône-Alpes* » (12 septembre 2002)
Montpellier : « *Où est l'INRA ?* » (26 octobre 2001)
Nancy : « *A la recherche du futur dans la forêt lorraine* » (29 mars 2002)
Nantes : « *Le doute des bio polymères* » (13 mars 2002)
Orléans : « *Ville tranquille, recherche rassurante* » (12 octobre 2001)
Paris : « *En appui à tous les Inras de demain !* » (16 janvier 2003)
Rennes : « *Les 24 heures de Rennes* » (12 mars 2003)
Toulouse : « *Voir en rose les futurs de l'INRA* » (14 novembre 2003)
Tours Nouzilly : « *En écoute de la société* » (14 mai 2003)
Versailles : « *Dans le potager du Roi* » (6 décembre 2002)

Antibes

« Les roses et leurs épines »

11 octobre 2002

Arrivée dans un pays de frontières ouvert sur le monde

Ce soir d'octobre, à la nuit tombée, sous la pluie... Jean-Michel Rabasse m'accueille à l'arrivée du vol Toulouse-Nice. Un tour en voiture sur la Promenade des Anglais, en attendant que l'avion de Paris nous amène Bertrand Hervieu et Joseph Bonnemaire. Passage devant le Negresco et autres palaces mythiques. Repérage des nouveaux quartiers de haute-technologie. Sur le port, un ferry en partance pour la Corse. Retour par la Place Masséna, avec ses arcades et son allure très italienne que je remarque. Jean-Michel me rappelle que avec l'indépendance de l'Italie, Napoléon III a déplacé l'ancienne frontière entre la France et le Royaume de Piémont-Sardaigne, avec la création du département des Alpes-Maritimes. Or, dans cette Union Européenne ouverte à l'arrivée de nouveaux pays membres, cette limite joue encore : « *Nice et Antibes, ce n'est pas le même monde !* ». Différences d'urbanisme et aussi de comportement de la part des habitants du cru : des particularismes culturels qui persisteraient sous le déferlement démographique.

Nous sommes ici dans un territoire où se côtoient deux « eldorados » dont la force transcende les frontières, l'eldorado touristique de la Côte et l'eldorado des hautes technologies. Sophia Antipolis, création du sénateur Laffitte, est considérée comme la matrice des technopoles à la française. Mais ce pôle informatique aurait-il de l'intérêt pour la biologie et plus spécifiquement pour les thèmes de l'INRA ? Le projet du déplacement des labos du cap d'Antibes à Sophia-Antipolis traîne depuis 15 ans : tour à tour abandonné puis repris, il arrive maintenant proche de la réalisation me confirme Jean-Michel Rabasse. Et je peux comprendre que le dynamisme qu'aurait dû susciter une telle perspective se soit affaibli après tant de tergiversations ! Toutefois, commente Jean-Michel Rabasse, « *la jeune génération des chercheurs qui arrive, qui n'a pas connu cette genèse difficile, est pleine d'enthousiasme pour une telle perspective* ». Donc, dans les futurs de l'INRA à Antibes, il y a place pour des développements scientifiques nouveaux. Et en effet, le débat de demain aurait pu concerner une prospective « recherche » (les « fronts de science » chers à Bertrand Hervieu), avec la participation du directeur de l'INRIA en tant qu'« invité Sophia », du délégué régional du CNRS, de la Présidente de l'Université de Nice, ainsi que du DRRT. Des questions de gestion d'emploi du temps ont fait que les uns et les autres seront absents demain. Jean-Michel Rabasse a donc dû renoncer à cette option. Nous aurons d'abord un échange avec les directeurs d'Unités, y compris les directeurs des UMR (des universitaires) puis au cours de l'après-midi un deuxième débat impliquera les partenaires professionnels du secteur agricole horticole.

22h30. Les « parisiens » arrivent... Transfert vers Antibes, à l'Hôtel de l'Etoile, sur la Place... de l'Etoile. Commentaire sur la forteresse « Vauban » qui rappelle l'existence de l'ancienne frontière, alors que la Technopole de Sophia-Antipolis symbolise l'ouverture à la modernité du monde. « *Quel est ce problème des palmiers de Hyères menacés de dévastation par un parasite ?* » s'informe Bertrand Hervieu ? En fait, commente Jean-Michel Rabasse, c'est la conséquence de l'importation de palmiers d'Argentine... des palmiers en pleine force de l'âge amenés avec leur terre et aussi avec leurs parasites, tout particulièrement un gros papillon qui se révèle très dangereux par sa chenille qui ronge le palmier par l'intérieur et qui n'a pas d'ennemis naturels dans le biotope de la Côte d'Azur. Les

palmiers déjà en place qui participent à l'image d'Hyères et de la Côte d'Azur vont-ils être touchés ? Quels moyens de lutte ? On n'en sait rien. Mais l'INRA travaille en effet et en effet sur ce sujet.

Promenade des Anglais, chenille argentine, Sophia-Antipolis... autant de manifestation de l'ouverture au monde, alors que la frontière défendue par Vauban manifeste encore des limites culturelles et continue à exister dans certaines têtes. 23 heures, il est temps de dormir !

9h10

Rencontre avec les chercheurs INRA du Centre et les DU (dont les universitaires des UMR)

Une salle à l'étage du bâtiment administratif de l'INRA, sur le Cap d'Antibes dans la propriété de la Villa Thuret. Une salle claire vitrée sur trois côtés, ornée de grandes tentures tramées. De belles tables en beau bois de merisier (?) disposées en « U ». Fauteuils confortables également en bois, tissu harmonisé à l'ocre des tentures ocre clair. Sol couvert d'un revêtement clair. Le plafond est éclairé par des blocs carré lumineux. Tout cela crée une ambiance claire et chaleureuse. L'esthétique du lieu est renforcée par la présence des roses ! Des roses « feu et or » dans un vase entre 2 piles de rapports d'activités de l'INRA et puis surtout un gros bouquet admirable de roses « pastel » sur la table où le café nous accueille. Quelques signes « normatifs » pourtant : le tableau blanc, un panneau « interdiction de fumer », un petit meuble en bois blanc qui porte un rétroprojecteur, et aussi quelques bouteilles d'eau.

L'acoustique est bonne, même sans sono ! Bertrand Hervieu explique la démarche « INRA 2020 » :

« Ça va bouger, on en est sûr ! Mais on ne sait pas quoi ! Donc il faut se préparer à l'idée d'un bouleversement ! »

« Vers quoi voulons-nous tendre ? » : c'est la question à instruire.

Bertrand Hervieu développe avec éloquence les questions du futur que l'INRA doit se poser : les évolutions institutionnelles, les collectivités territoriales, les Universités, les « fronts de science », les métiers de la recherche.

« 2020, c'est le bon horizon ! Vingt ans après la Loi de 1981 et le décret de 1983 »

« 2020, nous sommes déjà dedans ! Ceux qui sont recrutés aujourd'hui seront dans leur maturité professionnelle en 2020 ! D'où le besoin de vision ! Et ceci sur trois terrains : paysage-environnement, fronts de science, compétences et métiers »

9h47

Débat : Questions et réponses :

Question :

« Agronomie ! Le mot n'a pas été prononcé. C'est volontaire ? »

Bertrand Hervieu :

« La question de base est la suivante : quels sont les champs de recherche, qui, si ils ne sont pas pris en charge par l'INRA ne seront pas pris en charge par la recherche ?

L'agronomie est dans ce champ. Mais il s'agit d'une agronomie révisée. Des avancées d'une agronomie qui se repense ! Depuis une vision héritée vers une vision construite. C'est un sujet de débat ! »

Daniel Lerudulier, Directeur du Laboratoire Université de Nice – CNRS, associé au projet « Agrobiotech », ouvre une série de remarques fortes en faveur de l'interdisciplinarité, accompagnées de réflexions qui mettent en cause les dérives de la spécialisation disciplinaire :

« Nous ne sommes pas bien préparés à l'interdisciplinarité et les Universités ne forment pas à ça. Or, nous devons nous préparer à des connexions fortes entre disciplines, avec notamment l'émergence des nanotechnologies. Alors, comment casser l'ultra-spécialisation ? »

Bertrand Hervieu adhère à l'importance de l'enjeu « interdisciplinarité ». Mais il pose la question du comment faire ? :

« Je postule tout d'abord que le tripode des domaines de l'INRA est pertinent sur le long terme. C'est dans ce cadre que se pose la question des disciplines et la place de l'intégration. Mais à quel moment doit se poser la question de l'interdisciplinarité ? au moment de la thèse ? au moment du post-doc ? Pour être vacciné pour toute sa vie intellectuelle ? »

« On ne peut pas être partout, mais on avance aux marges des disciplines ! »

« Le nœud, ce sont les Ecoles Doctorales. L'enjeu c'est l'implication de l'INRA dans l'animation des Ecoles Doctorales. Mais il ne s'agit pas de recruter ses enfants, ce qui serait la version moderne du népotisme ! Il faut créer les conditions du brassage pour créer les conditions de l'inventivité. »

« L'ouverture d'esprit ça s'apprend très tôt, mais on se construit comment ? La recherche, c'est un état d'esprit, une compétence : c'est un métier anxiogène » (rire)

Michel Pouchet :

« On a scindé, on a splitté l'INRA ! D'un côté l'appliqué et le régional, de l'autre le fondamental et l'Europe. Et ceci pour des raisons de financement ! »

Et René Feyereissen élargit le débat à des perspectives de nature géopolitique et institutionnelle :

« Un fossé se creuse, en raison du grand égoïsme du nord : la qualité au nord, la quantité au sud ! »

Et il développe en évoquant la priorité à l'alimentation au sud et le soutien à l'agriculture des pays riches :

« Le défi à 20 ans, c'est casser le grand égoïsme. La population mondiale va passer de 6 milliards à 9 milliards. Les progrès de l'agriculture ont permis la limitation de la famine promise lors des années 60. Pour avoir la chance de casser le grand égoïsme, le grand défi à horizon 2020 c'est le pari de l'éducation : dans cette optique l'Université survivra et pas l'INRA. »

Sur cette base, une conversation s'engage entre Bertrand Hervieu et cinq ou six de ses interlocuteurs : un ensemble de remarques et de commentaires où l'on évoque pêle-mêle la réponse des Unités de l'INRA en PACA à des demandes locales, leur positionnement à l'échelle méditerranéenne, et aussi leur implication européenne.

Un petit effort pour reclasser tout ça, et voici le débat tel qu'il aurait pu s'être déroulé !

(1) Les demandes locales

Bertrand Hervieu :

« Quel est notre capacité à gérer, à négocier des attentes qui nous arrivent de partout ? Mais que fait l'INRA nous demande-t-on ! Il y a une sollicitude ambivalente autour de la science. Une solution serait d'introduire nos partenaires dans le débat sur les grandes orientations scientifiques, plutôt que subir l'esclavage de la demande sociale. Et si notre partenaire a de l'argent, il faut le rendre plus intelligent, c'est-à-dire gérer avec lui sa demande en question de recherche. Car le temps de la recherche est différent du temps des entreprises »

« Avec le Président du CNRS et le Président de l'IRD, nous militons pour la mise en place d'une fondation d'appui à la recherche » (voir le débat de Dijon, et la première remarque exprimée sur ce sujet par Bertrand Hervieu)

Frédéric Ferrero :

« Rendre intelligent ceux qui ont de l'argent ? mais le chercheur peut-il avoir droit à l'humilité et à l'erreur ? »

Bertrand Hervieu :

« Ce que j'ai voulu dire, c'est comment faire rentrer nos partenaires dans une perspective de recherche scientifique. Nous sommes un service public de recherche, mais pas un service pour donner des réponses à toutes les questions. En fait nous devons nous demander comment ces questions contribuent à l'avancée des connaissances »

Question :

« Mais quel futur pour les Instituts Techniques et l'expérimentation ? »

Bertrand Hervieu évoque ici « la mort du Fonds National de Développement Agricole en juin 2003, votée à l'unanimité par le Parlement, par la suppression des taxes parafiscales, peut-être remplacées par des cotisations volontaires obligatoires ».

« Il peut en résulter un bouleversement de l'appareil du Développement Agricole. En fait, nous abordons un bouleversement de nos rapports avec la profession agricole, en nous plaçant beaucoup plus en amont, dans un partenariat construit dans des montages tels que « Génoplante » ou « Agenae », et des investissements de recherche sur le prion »

« Et quid du concept d'Institut Technique ? C'est aussi une question pour le futur »

(2) L'Europe et la Méditerranée

Geneviève Lacombe :

« Comment faire l'articulation entre l'Europe et la Région ? Comment éviter un fossé entre les deux ? Or le PCRD inclut une préoccupation de demande sociale. Dans ce contexte, la demande régionale n'est-elle pas une expression de la demande sociale vis-à-vis de l'Europe ? On ne peut pas faire l'impasse sur les demandes régionales. C'est un travail difficile qui suppose l'ouverture des chercheurs, et dont l'enjeu est celui de la structure mentale des futurs chercheurs »

Frédéric Ferrero :

« Pour nous la demande régionale s'exprime dans des domaines qui concernent les productions et les cultures. Nous sommes concernés par le monde méditerranéen. N'est-il pas légitime de nous intéresser au monde méditerranéen à partir de la région PACA ? »

Bertrand Hervieu :

« Dans le débat nord-sud, la Méditerranée est un poids lourd. A l'horizon 20 ans, nous assisterons à des avancées dans la construction d'espaces régionaux à l'échelle du monde, des espaces de régulation de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement. Le monde méditerranéen - l'Afrique aussi - peut-il constituer une de ces régions ? »

« La Méditerranée, oui, c'est un axe fort ! Et, dans ce contexte, la région PAC peut être un espace charnière dans la réflexion entre l'espace européen de la recherche et l'espace euro-méditerranéen. »

Et Bertrand Hervieu évoque la réunion des Ministres de l'agriculture des pays méditerranéens qui vient de se tenir à Beyrouth et à laquelle il a représenté le Ministre français :

« La Méditerranée veut se construire comme espace pesant dans les négociations mondiales, ce qui suppose la relance du processus Euro-Méditerranéen de Barcelone ! »

« Comment les pays les moins avancés peuvent-ils parler par eux-mêmes et non par l'intermédiaire des pays du groupe de Cairns. Dans une vision à long terme pouvons-nous dire « nous Européens ? », « nous Méditerranéens ? » »

Autre préoccupation...

« Comment renforcer la production scientifique mondiale ? Alors que la production scientifique de l'Afrique ne contribue qu'à niveau de 0,5% à la production scientifique mondiale, c'est un handicap majeur pour réaliser avec succès le transfert de technologie. La formation est donc une solution. Mais nous y parviendrons aussi par la coopération, par les réseaux... »

René Feyereissen :

« Comment abordons-nous à l'INRA la problématique de l'aide aux agricultures des pays riches ? Et les autres ? L'Europe à 25 ? La remise en cause de la PAC dès l'an prochain ? »

Bertrand Hervieu :

« Oui, je suis pour un lien entre l'Espace Européen de la Recherche, où la recherche agronomique a sa place, et une politique de l'agriculture ». Et il évoque : « les divorces entre ces deux politiques et la Conférence « Euragri » qui se tiendra la semaine suivante à Bruxelles sur le thème « Recherche agronomique et société ».

(3) Le retard pris par la recherche sur les questions environnementales

Daniel Lerudulier pointe les évolutions intervenues en biologie moléculaire en 20 ans, et il regrette que par contraste, le retard soit pris en matières de recherches sur l'environnement : *« Mais quelles évolutions scientifiques sur l'environnement ? »*

Jean-Michel Rabasse plus précisément positionne sa question en référence à la préoccupation thématique « santé des plantes » de l'INRA à Antibes :

« Deux des trois socles de l'INRA concernent Antibes : l'agriculture et l'environnement. De nombreux sujets de recherche du Centre, comme la culture hors sol et ses effluents ou la lutte biologique par acclimatation des insectes, peuvent être travaillés d'un point de vue plus agricole ou plus environnemental. Quelle stratégie pour le futur ? Le socle « environnement » va-t-il réellement être renforcé dans les recherches de l'INRA ? »

Bertrand Hervieu :

« La production n'est plus le premier problème de l'INRA. D'où la question de l'environnement. dans notre tripode, le cadre de vie et la santé sont à équidistance. Et dans le PCRD, les thématiques environnementales sont des thématiques qui fédèrent ».

« A Antibes, comment renforcer la visibilité du Centre à l'échelle internationale et européenne ? Répondre à cette question, constitue la base d'une stratégie scientifique et disciplinaire et une stratégie d'équipements. Si nous savons où nous allons, nos partenaires peuvent se positionner par rapport à la progression scientifique ».

NB - Comment répondre à la question de beaucoup de nos partenaires qui s'expriment dans les débats « INRA 2020 » : *« Où se trouve l'INRA ? »*

« Notre objectif pour 2001-2004 c'est de rééquilibrer les 3 pôles »

« L'INRA s'est totalement construit sur la production agricole. En 1946, 33% de la population était des paysans qui ne parvenaient pas à produire toute notre alimentation. La vision de l'INRA était de transformer cette situation par la science.

Puis au cours des années 70-80, avec le développement d'un tissu de PMI-PME nous avons introduit le souci de la transformation industrielle agro-alimentaire, sur la base de création de plus value.

« Aujourd'hui, nous raisonnons le tripode « agriculture, alimentation, environnement »

« Sur le registre de la construction de richesses publiques et moins marchandes, nous sommes bien dans notre rôle d'organisme public en réponse à la demande sociale, dans un contexte plus favorable à la demande marchande. »

Question :

« Mais avons-nous les moyens de nos ambitions ? »

Bertrand Hervieu :

« Oui, et ceci avec plusieurs indices.

Premier argument, l'Europe. La recherche est un vecteur possible de rénovation de la construction européenne, avec l'émergence d'une perception politique qui considère la recherche comme un nouveau ciment européen. Et ceci peut se traduire par des budgets européens qui écorne les budgets nationaux. L'Europe existera dans le monde si elle est un réservoir d'inventivité et d'intelligence. »

« Ensuite, les collectivités locales. Les responsables politiques des Régions et des Départements sont réceptifs à la fonction de la recherche comme moteur de leur développement » (Cf. le discours de Dijon)

« Enfin, les partenaires privés... Notre potentiel constitue un atout formidable. Inventer la construction partenariale pour être nous aussi en lien avec la demande sociale. Être complètement dans la société à notre façon ! »

Jean-Michel Rabasse :

« Mais le coût de ces partenariats diversifiés... ça devient déraisonnable ! »

Bertrand Hervieu :

« C'est vrai que l'animation d'un réseau européen, avec sa lourdeur administrative, peut être rebutant. Il manque un banquier de même type que la Caisse des Dépôts et Consignation pour les collectivités.

Être angoissé pour des problèmes intellectuels, oui ! mais pas pour des questions administratives ! »

(4) L'organisation de la recherche

Où il va être fortement question des aspects administratifs et organisationnels. Une visite à la cuisine de la recherche ! Comment cela fonctionne-t-il ?

Daniel Lerudulier :

« Comment attirer les jeunes aux métiers de la recherche ? La question des rémunérations est importante. Envoyer des post-doc à l'étranger ? Ils ne reviennent pas ! Car l'attractivité des USA et de l'Australie est forte ! D'autant que, là-bas, les moyens sont plus importants et que les règles administratives sont plus souples »

Bertrand Hervieu :

« Oui, mais considérez-vous que la foire aux maîtres de conférence aux USA soit enviable ? Nous avons en France l'avantage de la stabilité de carrière. Nous sommes les seuls au monde à avoir cette situation. C'est le paradoxe des privilèges et des contraintes ! »

René Feyereisen :

« En fait, « le modèle US », c'est une gestion très localisée par de petits groupes. Il n'y a pas de grands réseaux comme veut le construire Bruxelles. Ces grands réseaux, c'est un modèle erroné ! »

Dominique Ottomani :

« Alors en 2020, aurons-nous encore un cadre de fonctionnaires ? »

Bertrand Hervieu :

« Ce sont des questions à approfondir. La prospective à l'horizon 2020 c'est se donner un cadre pour se parler, pour évoquer des sujets qui fâchent sans se fâcher.

Comment construire le désir de science, avec des Centres clairement identifiés, repérables, avec des masses critiques, et avec la souplesse évoquée. Comment développer l'initiative personnelle et l'initiative des équipes pour un débat dans une confrontation au sein de l'Union Européenne.

Comment construire un autre modèle d'espace européen de la recherche que celui du PCRD actuel ? Il existe une autre vie après le PCRD. Si c'est seulement une machinerie, non ! Alors quels horizons alternatifs ? Comment apporter une plus value ?

Le PCRD c'est une mécanique lourde, où les autres voies sont stérilisées. Nous en avons parlé lors de la Conférence Versailles : il faut préparer le coup d'après ! »

Et les Régions ? Comment rendre productive la volonté des collectivités à s'investir dans la recherche et dans l'espace européen de la recherche. Comment faire quelque chose qui n'est fait nulle part ailleurs ? »

René Feyereisen :

« Des chercheurs à vie... mais qui doivent être aussi des enseignants à vie ! Sinon pour enseigner, faut-il aller à Upsala ? »

Bertrand Hervieu s'engage :

« Ça me désole ! Mais nos organismes n'ont pas été construits pour ça ! Oui je me prononce pour de nouvelles ambitions, pour ces nouvelles mobilités »

Dominique Ottomani :

« Comment les pays accédant à l'Union Européenne vont-ils participer à l'espace européen de la recherche ? Quels bousclements possibles ? »

Bertrand Hervieu :

« Nous devons imaginer, être proactifs. Proposer un fonds structurel pour l'équipement scientifique, dans le cadre de la cohésion territoriale. La recherche est un des moteurs de l'intégration. Nous sommes cependant en retard ! »

11h15. Rencontre avec tout le personnel

Une grande salle de réunion dans le parc, du type salle polyvalente, beaucoup plus froide d'ambiance que la salle de réunion du bâtiment de l'administration du Centre, où l'ADAS doit certainement avoir certaines de ses activités.

80 personnes environ. Tribune et tapis vert. Sono, avec micro et baffles. Un superbe bouquet d'une quarantaine de belles roses... de couleur rose, dans un joli vase vernissé d'un bleu profond. A côté, un gros ficus en pot qui monte jusqu'au plafond. Des distributeurs de café et de boissons. Un présentoir de BD...

Bertrand Hervieu reprend ses arguments, déjà développés ce matin, et aussi dans d'autres Centres :

« Le pourquoi d'INRA 2020 !, Le lien avec le contrat 2001-2004. Notre périmètre d'intervention : le tripode et ses 5 thèmes scientifiques. L'évolution historique de l'INRA : l'agriculture à partir de 1946, la transformation à partir des années 70, et aujourd'hui l'environnement ».

Questions et réponses

En fait, les collègues chercheurs sont tentés de poursuivre leurs échanges antérieurs avec Bertrand Hervieu ! Les questions concernent cependant beaucoup plus le fonctionnement actuel que les enjeux du futur : les Schémas stratégiques de Centre et les Schémas de Départements, le Collège de Direction de l'INRA et la réforme de l'INRA en 1997, les disciplines et le débat interdisciplinaire, les alliances inter organismes...

Commentaires de Bertrand Hervieu :

« Les frontières disciplinaires bougent toujours, d'où un débat permanent. Comment la Direction Générale peut-elle construire des transversalités ? Il faut lui envoyer des signaux : nous attendons des remontées de la part des équipes ! »

Frédéric Ferrero s'essaye alors à raconter une fable, un peu laborieusement, qui au début provoque le rire, comme toutes les fables. Il a fait le choix de commenter ainsi une situation qu'il ressent comme très critique. J'ai appris hier soir que le DGAP avait pris l'option de se désengager à Fréjus des recherches sur les plantes à bulbe, et que cela risque de provoquer une crise avec la profession. Ce qu'explique Frédéric Ferrero est un peu compliqué !

On peut en retenir que les personnages de la fable sont Jacques (Chef de Département), Jean (Président de Centre), Pierre, un agent de l'INRA, *« maigre et brun parce qu'il a beaucoup travaillé au soleil »*, et Paul, un autre agent de l'INRA *« qui est riche et qui a des yeux bleus »*.

Et il continue : *« En fait Pierre possède un beau cartable. Et Jacques lui demande qu'il donne son cartable à Paul ! Question : quelle vision à 20 ans, pour gérer le contenu du cartable accumulé depuis 20 ans ? »*

Bertrand Hervieu ne répond pas directement à Frédéric Ferrero. Il commente l'histoire exemplaire de l'INRA avec ses 300 implantations :

« Cette question singulière n'est pas si singulière que ça ! »

Et il prend l'exemple de l'INRA en Aquitaine :

« Les Unités expérimentales à l'INRA c'est complexe : c'est une histoire, c'est un patrimoine scientifique, c'est du partenariat, et c'est aussi un matériel génétique ! »

« L'INRA exploite plus de 10 000 hectares et gère plus de 1 million de mètres carrés bâtis ! Ce qui représente un trentième des surfaces couvertes par les administrations nationales françaises ! Ce qui suppose beaucoup de personnel et de frais de maintenance ! Il faut y réfléchir ! A 20 ans, faut-il garder ce type d'outil mais à quel coût ? A 20 ans, faut-il garder les 300 implantations en l'état ? En quoi notre dispositif expérimental sert-il notre projet de production de connaissances ? En fait, on ne peut pas tenir tout le passé et tenir tout l'avenir ! »

Question :

« Allons-nous vers une privatisation de l'INRA ? »

Dans sa réponse, Bertrand Hervieu dresse une fresque de la recherche agronomique dans les autres pays du monde. Il passe en revue la Chine, le Brésil, les USA (avec des crédits publics pour l'USDA quatre fois supérieurs à ceux de l'INRA), le Japon, l'Australie...

A l'échelle de l'Europe, il évoque le cas du Royaume-Uni, *« avec l'effet destructeur de la politique Thatcher qui a diminué le budget public de la recherche par 10. Mais aujourd'hui, l'Institut Roslin et le BBSRC par exemple, reconstruisent l'effort public de recherche britannique à base de crédits européens (et sur notre dos !) »*

« Il n'y aura pas d'effort privé de recherche sans effort public ». C'est sa conviction !

« L'Europe se construira avec la construction de l'espace européen de la recherche. Sur cette base et avec ces perspectives, l'INRA possède des atouts, ce qui ne signifie pas que des évolutions ne sont pas nécessaires ! »

Question :

« Les OGM. On ressent le frein de l'opinion publique. Et le poids de la Confédération Paysanne qui agit sur le frein, avec dans certains cas le relais des collectivités locales. Cela va-t-il s'inverser ? »

Bertrand Hervieu :

« Mon constat, c'est que l'opinion peut bouger. Nous subissons là les effets des très grandes crises sanitaires : sida, vache folle... C'est un traumatisme ! Or ces crises n'avaient jamais été envisagées dans les exercices de prospective.

Comment comprendre les évolutions des mouvements d'opinion, pas uniquement par la réalisation de sondages ? Huit ou neuf « toques » se sont prononcés contre les OGM (Cf. « Le Journal du Dimanche ») ! Et « The Economist » rend compte d'un Colloque de Paris sur la PAC en évoquant l'intérêt croissant pour les terroirs, pour les signes de qualité.

Comment nous situons-nous à l'INRA sur ces sujets et sur les OGM ? »

S'agissant du rôle de la presse, Bertrand Hervieu renvoie ses interlocuteurs à la tribune publiée par « Libération » qu'il a signée avec Marion Guillou. Quels en sont les arguments ? :

« Tout d'abord la nécessité des essais au champ pour pouvoir construire le principe de précaution jusqu'au bout. L'INRA est appelé à donner de l'expertise, donc il y a un besoin d'essais. Mais il faut en donner les raisons : une recherche attentive à la demande de la société ne peut pas mépriser ces mouvements d'opinion et doit les prendre comme un fait !

Les hypothèses peuvent être levées à 3 conditions :

- aller jusqu'au bout de déclarations de transparence
- aller vite et loin dans la mise au point de technologies à base de marqueurs, ce qui évitera d'avoir recours à la technologique de la transgénèse
- si la recherche publique contribue à sécuriser la propriété intellectuelle pour le progrès des connaissances

La recherche publique revendique son besoin d'autonomie mais doit aussi sécuriser les partenariats.

Notre métier c'est de produire des connaissances et des expertises pour l'intérêt général. Nous devons être un lieu de réassurance de l'opinion ! »

Et Bertrand Hervieu évoque le cas des OGM de vignes détruits à l'initiative de l'INRA :

« Arracher et continuer. Nous avons arrêté nos essais au champ. Mais les travaux ont repris sur les gènes de résistance en milieu confiné, afin que dans quelques années nous puissions répondre au problème des traitements phytosanitaires : 17 traitements par an, voilà notre vulnérabilité vis-à-vis des vins australiens ! Et on dira : mais que fait l'INRA ? »

Jean-Michel Rabasse :

« Dans l'immédiat, le déplacement à Sophia Antipolis est acquis. Le Centre comprend 200 personnes et ceci sur une base relativement homogène, la Santé des Plantes. Mais à terme, quels redéploiements ? quelles nouvelles opérations ? Un sillon approfondi dans les compétences actuelles du Centre ou bien une évolution de l'INRA vers de grands Centres pluridisciplinaires ?

Nous sommes attendus à Sophia Antipolis, y compris sur l'objectif « Santé des Plantes » alors que le site est centré sur l'informatique ! »

Bertrand Hervieu :

« Sophia Antipolis, c'est un élément de l'environnement de l'INRA favorable à la lisibilité internationale sur le long terme, et à l'échelle de quelques décennies ! »

12h30. Rencontre avec les sections syndicales

Dans la bibliothèque « années 50 » du laboratoire d'Entomologie qui a l'allure d'une grande villa au milieu du quartier résidentiel du Cap d'Antibes. Grands rayonnages en chêne clair, jusqu'au plafond, auxquels on accède avec un grand escabeau. Quelques tables de lecture...

Le représentant de la CFDT, avec l'appui de celui de la CGT dénonce « l'absence de dialogue social » sur le Centre (c'est classique !). Et il ajoute même que « le Centre d'Antibes n'existe plus ! » (c'est

plus fort !) : « *un rassemblement de Directeurs d'unités mobilisés par le Département « Santé des Plantes et Environnement* »

Et pour ajouter un trait à ce tableau négatif, il évoque l'absence de gestion de la RTT et de la journée continue, les instances du Centre, les Conseils sans participation. Et le manque de concertation sur le déplacement à Sophia Antipolis, l'absence de locaux syndicaux dans le projet... :

« *Rien ne se passe dans les conseils de service !* » « *On ne discute pas des travaux du Centre dans le Conseil de Gestion* »

Jean-Michel Rabasse reste calme et renvoie la responsabilité de cette situation vers les organisations syndicales. Tout cela sans crispation : on se côtoie tous les jours. La tonalité est ferme, mais sans agressivité. Du regret de part et d'autre que les choses ne se passent pas mieux, ou que, entre amis et collègues, on ne parvienne pas à trouver les bonnes solutions.

Et Bertrand Hervieu, pour conclure l'entretien, commente :

« *C'est une situation que l'on retrouve ailleurs, et ce genre de problèmes est à résoudre.* »

Il hasarde, sans grande conviction dans la voix :

« *N'y aurait-il pas trop de conseils et trop de réunions ?* »

13h00. Il n'y a rien d'autre à dire. Les positions ont été exprimées. Nous rejoignons sous une petite pluie fine le déjeuner servi sous forme d'un buffet où se retrouve tout le personnel.

14h40 : Débat « partenaires ».

Dans la même salle de réunion des Services Généraux, avec une dizaine de partenaires qui s'ajoutent aux chercheurs de la réunion de ce matin !

Tour de table.

Sont représentés : la Chambre d'Agriculture du Var, celle des Alpes Maritimes, et celle du Vaucluse, la Chambre Régionale d'Agriculture de PACA, le lycée Horticole d'Antibes, l'entreprise « Biotop », le Comptoir Paulinois du Var, l'Institut universitaire de San Remo, l'Université de Turin.

14h50

Bertrand Hervieu donne les explications habituelles sur la démarche « INRA 2020 » :

« *Pourquoi réfléchir sur le long terme* »

« *2020 : le bon horizon à 20 ans !* »

15h00 Un exposé de Michael Latz sur la démarche de prospective « Var 2020 » que j'ai eu le plaisir d'animer auprès de la Chambre d'Agriculture du Var (CA 83). Michael Latz est président de la Commission Prospective de la CA 83 et c'est lui qui a eu l'idée de lancer cette dynamique de débats sur le futur et en a convaincu Claude Bonnet, Président de la CA 83.

Il explique d'abord à Bertrand Hervieu comment les choses se sont déroulées sur la base de mes conseils :

« *Attention M. le Président cet homme est dangereux : il obtient ce qu'il veut !* ».

Je ne m'y attendais pas !

Content de son effet, Michael Latz rentre dans son sujet :

« *Dans un contexte d'évolution rapide de l'agriculture dans le Var, il faut poser ses valises : quelles stratégies pour quels territoires ? Dans un cadre de développement démographique*

catastrophique¹, il faut éclairer l'avenir en vue de déterminer ensuite la stratégie à suivre ! Afin aussi que la Chambre d'Agriculture soit un interlocuteur fiable pour l'aménagement du territoire et l'organisation de l'espace de l'agriculture. L'accueil à cette idée a été positif, et nous avons eu un écho favorable de la part de la DDAF et du Conseil Général. »

« La méthode est celle de l'élaboration de scénarios sur la base de dialogues noués hors du temps. »

Et Michael Latz explique comment les choses se sont passées :

« Des dialogues se sont déroulés à Correns², le 1^{er} village bio de France. Cinquante agriculteurs et cinquante utilisateurs de l'espace agricole. Dix groupes de dix personnes (cinq plus cinq de chaque catégorie). En outre, dix animateurs ont été formés ainsi que dix techniciens de la Chambre « preneurs de notes. Deux temps de débats. Premier temps : « le constat de l'agriculture du Var aujourd'hui ». Deuxième temps : « Les scénarios de la DATAR : agriculture et territoires », c'est-à-dire situer l'agriculture du var par rapport aux évolutions de l'agriculture française en Europe. »

« A partir de ces dialogues, le travail a consisté à dégager les axes importants pour l'avenir et aussi à écouter les « petits bruits ». Ainsi la forêt, dont on n'avait pas analysé l'importance dans les rapports préliminaires, on en parle, et on insiste sur son rôle dans l'aménagement du territoire et dans l'économie. »

« Les Scénarios ont été élaborés sur la base de 2 axes principaux : l'adaptation ou non au marché mondial (les vins rosés de Provence et l'horticulture des roses), l'implication des collectivités locales, acteurs ou non du développement agricole. D'où 4 Scénarios « croisés » travaillés par les consultants, avec la direction de la Chambre et la Commission prospective. Ces scénarios ont été présenté en juillet dernier³. Sur cette base, en mars-avril prochain, la Chambre débattera de ses orientations avec ses interlocuteurs politiques, et va chercher à élargir la réflexion avec la Chambre des Métiers et avec la Chambre de Commerce. »

« Toute cette démarche révèle le besoin de disposer du concours d'un œil extérieur. Et aussi de l'intérêt d'une agriculture régionale et du concours de la recherche ! »

Après la présentation de l'expérience de la CA 83, la projection d'un film, à l'initiative de Frédéric Morrero, qui présente les activités du GIS « FloribioGène ». Ce GIS associe l'INRA (Fréjus) avec « Var Technologie » et 5 membres associés dont la CA 83. Le Conseil Scientifique est présidé par la Président de l'Université d'Avignon. Le Comité directeur est chargé du financement et de la protection des résultats. Une Plate-forme technique est constituée, qui assure la synergie public privé sur des compétences telles que la culture in vitro, la cytométrie de flux, et le marquage moléculaire (pour le tri précoce).

Jean-Michel Rabasse éprouve alors le besoin, pour que les présentations couvrent les différents champs abordés sur le Centre, de faire témoigner les collègues INRA et italiens à propos d'un autre programme synergique qui associe plusieurs partenaires concernés par le domaine horticole de part et d'autre de la frontière, dans le cadre d'Interreg. C'est un peu improvisé et les interlocuteurs font remarquer à Jean-Michel Rabasse et à l'assistance qu'ils n'ont ni montage Power Point, ni film vidéo à leur disposition, pas même des transparents ! Mais si l'intérêt est là, peu importe la forme !

¹ Ici, ce qui est jugé comme étant une évolution démographique catastrophique, ce n'est pas le dépeuplement des campagnes, c'est la très forte pression résidentielle et touristique.

² Correns dont Michael Latz est le maire

³ Les 4 Scénarios « Var 2020 » pour l'agriculture : « Les terroirs qui gagnent », « Californie provençale », « Des villes et des jardins », « La fin des agriculteurs ».

Christine Poncet se dévoue :

« Ce programme s'appuie sur des contacts anciens et informels depuis 30 ans qui bénéficient aujourd'hui des aides européennes avec le concours de partenaires professionnels. Il s'agit donc d'un regroupement franco-italien en horticulture florale, recherche et profession. Le bassin de production constitue le 2^{ème} pôle européen de production de fleurs, avec 4000 hectares (essentiellement le Var et la Riviera des Fleurs). »

« Il y a certes des limites administratives importantes pour organiser un tel regroupement franco-italien (toujours les frontières !), mais la recherche peut se faire ! Nous partageons l'environnement commun de la côte, avec une forte activité touristique : la production florale est une composante forte de l'économie de la région en complément avec le tourisme ! »

« Quelle est la situation actuelle et les questions pour les évolutions à 20 ans ?

Chez nous en France, le futur n'est peut-être pas le scénario « Californie » (l'un de quatre élaborés dans la prospective varoise), mais il n'est pas « rien ». En Italie, il n'y a pas de marché local de proximité comme en France. D'où le sentiment que la mort de cette activité est plus proche, d'où le besoin de se ressaisir ! Cela met la question de la recherche et de l'expérimentation en situation dynamique, pour créer des nouveautés et avoir une stratégie d'aide aux exploitations.

En fait, même en France, il faut réfléchir à l'hypothèse à 20 ans d'une Riviera, d'une Côte d'Azur et d'une campagne varoise...sans fleurs ! Il faut y réfléchir dans les rapports avec l'évolution du monde. »

Bertrand Hervieu :

« L'exemple du Var, et les réflexions franco-italiennes révèlent bien que la démarche prospective est un outil pour réfléchir collectivement »

Bertrand Hervieu prend alors appui sur ces présentations pour commenter ses visions du monde en mouvement :

« Qu'est-ce qui est susceptible de changer ? comment s'y prépare ? comment infléchir aussi les tendances ? ».

Le développement est copieux ! En témoignent ces morceaux choisis :

« Ces scénarios éclairent les futurs possibles pour des créneaux de production non intégrés à la PAC, mais pouvant profiter de l'élargissement des marchés.

Quant à la PAC elle-même quel est son avenir ? Peut-elle renforcer le « deuxième pilier », celui du développement rural ? A l'horizon 20 ans, nous pouvons formuler l'hypothèse que la rémunération de ces biens seront gérés au niveau régional. Jusqu'à présent, nous n'avons pas réussi à gérer ce deuxième pilier. La vision fonctionnelle et contractuelle est dans l'impasse !

Si nous avons la vision d'une approche subsidiaire au niveau régional, qu'est-ce que cela signifie pour la recherche ? Est-ce que cela peut renforcer la présence forte des Régions sur la recherche. A 20 ans cela pourrait-il signifier réaliser des investissements régionaux forts sur l'immatériel, qui devrait rejoindre les orientations de l'espace européen de la recherche.

J'ai entendu une critique forte des réseaux d'excellence tels que les conçoit le PCRD : nous pourrions être perdants à l'échelle internationale ! Alors comment construire un espace régional qui soit un espace mondial ?

Un Institut de recherche peut être réactif aux projets de long terme de nature économique et territoriale. Mais nous ne voulons pas un éclatement local. Nous voulons un institut national lourd !

Il y a cependant une convergence possible : un volet régional porté par un projet régional, mais avec une vision en matière européenne. Nous pourrions avoir des politiques agricoles centralisées en Europe, ainsi que les grandes orientations de la recherche. Et simultanément et

totalement « subsidiarisés » : une politique du développement rural et le fonctionnement de la recherche ».

Le bel ordonnancement du débat qui s'annonce va être déséquilibré sans qu'on y prenne garde par l'intervention de Bernard Bideau, directeur du « Comptoir Paulinois », qui va intervenir de manière polémique, en lien avec les orientations prises il y a quelques jours à propos des travaux conduits à Fréjus. Ce à quoi faisait allusion Frédéric Morrero avec sa fable ce matin.

Bernard Bideau rappelle tout d'abord qu'il verse chaque année 700 KF de royalties à l'INRA, dans le cadre d'un partenariat ancien. Cependant, « il y a des couples qui s'éloignent » « Et l'INRA s'éloigne de l'horticulture alors qu'il avait des succès extraordinaires ! »

Et il interpelle Bertrand Hervieu :

« Vous coupez tout en vous cachant ! »

« De même que la station de Ploudaniel a disparu, Fréjus progressivement disparaît. Une Unité de recherche devient une Unité expérimentale, et après on apprend des choses ! Et pourtant nous avons signé un contrat de 300 KF par an avec l'INRA. Alors quel avenir pour ce partenariat ? qu'est-ce que vous allez faire ? Nous avons une co-obtention, l'anémone Marianne, qui est leader sur son marché, mais on ne sait pas ce que c'est au niveau de la DG de l'INRA ! »

Manifestement, nous ne sommes plus dans une réflexion stratégique sur le futur, mais dans un règlement de comptes et de décomptes !

Bertrand Hervieu tente de revenir à un débat sur les principes et les grandes orientations :

« Il n'est pas question d'un retour à un INRA des années 60-80. Notre projet c'est de faire bouger le partenariat, avec les grands groupes, comme avec les PMI-PME ou les professions « éclatées ». D'où les exemples de Génoplante et d'Agenae, afin de gérer et de protéger la propriété intellectuelle, et aussi de la mutualiser. Nous devons avoir maintenant un débat régulier avec la profession horticole, et bientôt avec la profession agricole quant aux conséquences de l'arrêt des taxes parafiscales. Nous voulons avoir des partenaires relais de ce que nous faisons. Comment le réaliser à l'échelle de l'ensemble de la profession horticole ? »

Mais Bernard Bideau n'en démord pas :

« Continuer à faire de la vraie recherche publique ! C'est ce que nous demandons ! Pour le moment, le Conseil Général paye les défaillances de l'INRA ! Il faut que vous continuiez là où ça marche ! »

Bertrand Hervieu s'accroche pour sa part au fil de son argumentaire :

« Nous ne pouvons pas reproduire à l'identique ce que nous avons fait. Nous mettons de gros investissements sur les génopoles, sur la génomique, laquelle s'intéresse à l'horticulture. Nous avons supprimé des postes de recherches sur l'alimentation animale pour travailler sur les prions ! »

Bernard Bideau :

« Mais j'ai le regret que l'optique étant la recherche pointue, il n'y ait plus de chercheurs ! »

J'ai le sentiment que Bideau et Bertrand Hervieu ne mettent pas la même chose sous le titre « recherche pointue ». Pour le directeur du Comptoir Paulinois, il s'agit que l'INRA continue à faire la recherche fondamentale qui l'intéresse lui à Fréjus et qui a eu du succès, alors que BH voit les évolutions de la recherche ailleurs...

Bernard Bideau s'accroche, et le débat de cet après-midi va être capté par ce point de fixation qu'il aurait fallu gérer autrement. Les nouvelles obtentions d'anémones auraient-elles été modifiées avec des épines de roses ?

Bertrand Hervieu :

« Nous investissons dans de la recherche générique. Nous recrutons maintenant des chercheurs pour travailler sur les marqueurs moléculaires... »

Bernard Bideau le coupe :

« Mais pas en horticulture, ni sur les plantes spécifiques du bassin Méditerranéen ! »

Michael Latz tente de ramener le débat au niveau où il avait permis qu'il se place en première partie, grâce à la présentation de la démarche de prospective de la CA 83 :

« L'INRA a une mission de service public d'amont et est aussi attendu pour monter des structures plus ou moins régionales avec des entreprises et des collectivités, avec des choses très concrètes. A 20 ans, il faut investir à la fois sur le fondamental et sur l'opérationnel. »

Mais Bernard Bideau s'entête :

« Un chercheur n'a pas été remplacé ! »

Jean-Michel Rabasse :tempère

« Mais il faut raisonner ça dans l'ensemble du GIS »

Et Bertrand Hervieu renchérit :

« Soyez certains que cet éloignement sera croissant. Il nous faut aujourd'hui nous resserrer sur des métiers de la recherche à 20 ans. Et il nous faut regrouper offres et demandes. »

Bernard Bideau est très échauffé : (Quelles sont ses intentions pour s'accrocher de cette manière ?)

« Reconnaissez au moins la légitimité de ma question »

Firouz Kabiri, Directeur de « Biotop » voudrait sauver l'après-midi et avoir aussi l'occasion d'exprimer ses arguments et ses visions :

« Nous existons depuis 27 ans sur la base du travail avec l'INRA sur le trichogramme ! Il faut faire le constat : c'est un succès ! Nos travaux de recherche et de valorisation ont débuté en 1975. Le premier compte de résultat positif date seulement de 1999 et pourtant c'est une réussite exceptionnelle. Or pour la DG de l'INRA il faut un retour ! Et évidemment, l'INRA n'est pas encore rentré dans ses comptes ! Pourtant, à ce jour, on dénombre 80 000 hectares traités au trichogramme ! »

« Mais nous observons la diminution des recherches appliquées à l'INRA. D'un côté le besoin de publications de niveau international, et d'un autre les besoins concrets qui persistent. Et on peine ! Il y a moins de chercheurs sur le terrain. Moins de moyens pour ce type de recherche et aussi un travail de terrain moins bien valorisé. L'intéressement des chercheurs peut-être... mais prenez beaucoup plus en considération le travail qui ne fait pas de la grande science ! La génomique OK, mais la lutte biologique a des exigences d'observation. La présence internationale des chercheurs OK, mais il y a moins de français pour travailler l'élaboration de la réglementation européenne sur les auxiliaires et les effets non intentionnels : moins de français, parce que moins de capacités d'identification. »

Jean-Claude Onillon complète avec le point de vue du chercheur :

« La lutte faisant intervenir le trichogramme a été mise au point par une équipe spécialisée de recherche en systématique et écologie des Hyménoptères. Or ces chercheurs n'ont pas été renouvelés. Pour continuer à travailler sur la lutte biologique, nous avons besoin de systématiciens à l'INRA. Or, il faut 10 ans pour former un chercheur de terrain sur ces questions. Comme ils n'ont pas été remplacés, il faut reformer de nouvelles équipes pour que l'INRA redevienne crédible dans 20 ans ! »

Bertrand Hervieu :

« Notre problème : 20 Centres régionaux rassemblant environ 300 implantations. L'INRA c'est 1/30^{ième} des surfaces couvertes publiques nationales en France ! Il faut y réfléchir. »

L'après-midi s'avance et le débat approche de sa fin...

Bertrand Hervieu souhaite dégager quelques points forts de ce qu'il a entendu :

- (1) *« Elargir notre spectre disciplinaire. Nous élargissons notre spectre de compétences, et nous faisons en bio informatique un effort énorme, pour réaliser notre propre investissement en génomique. »*
- (2) *« Construire les partenariats, c'est une priorité. Mais nos partenariats sont à revisiter. Nous avons des interrogations sur nos orientations et des interrogations sur la gestion de nos résultats. J'en appelle à un débat sur nos orientations de recherche. Tout particulièrement, ce que ça peut être dans le domaine de l'horticulture florale ! »* (Bernard Bideau manifeste qu'il est d'accord)
- (3) *« L'exemple de la Chambre d'Agriculture du Var révèle l'intérêt d'un tel débat ! Il souligne la légitimité sociale de nos activités prospectives débouchant sur des propositions. Il nous faut travailler en prospective de manière plus étroite afin de mieux raisonner notre travail de terrain, afin qu'il soit utile, compatible avec les orientations de nos partenaires et aussi avec nos contraintes en termes de production de connaissances. Nous devons avoir cette démarche prospective : comment les relations entre professionnels et recherche peuvent se poursuivre sur la base d'un modèle qui n'est plus celui de l'après-guerre ? »*
- (4) *« Régionalisation ou non régionalisation des activités de recherche ? L'horticulture florale à Angers ou ici en PACA ? L'arboriculture fruitière à Bordeaux plutôt qu'à Avignon ? Et aussi : quels relais horizontaux de l'INRA dans les régions pour rendre plus lisible notre dispositif ? par exemple que fait l'INRA en matière forestière et où ? »*

Et à propos du travail avec San Remo : *« L'horticulture ornementale en Europe c'est 7% du produit agricole, c'est-à-dire environ un quart de la production bovine, mais il faut travailler sur 400 espèces. C'est vraiment difficile pour les chercheurs ! »*

- (5) *« J'entends que vous nous dites que nous sommes trop loin du terrain. Sachez que, en fait, il nous est reproché le contraire : notre faible indice de publication dans les revues internationales, et ceci a des conséquences sur le niveau des crédits qu'on nous met au budget de l'Etat ! Alors que nous nous interrogeons en interne sur l'insuffisance de la prise en compte des travaux de terrain dans l'évaluation ! »*

Finalement, BH explicite les « 2 orientations à opérer à l'INRA » :

- (1) *« Un besoin de nous focaliser sur des approches très génériques et très fondamentales »*
- (2) *« Et simultanément construire des démarches de plus en plus pluridisciplinaires ».*
« Alors quel cursus de formation pour y parvenir ? Eh bien, nous ne les avons pas ! Or nous avons besoin d'une nouvelle génération de chercheurs ! » (Bernard Bideau manifeste son incompréhension, mais on ne saura pas pourquoi !)

« Merci à tous pour ces échanges »

16h50

Un magnifique bouquet de 20 roses de couleur rose pour garder à Paris et à Toulouse le souvenir de cette journée à la fois intéressante par les situations exprimées et non exempte d'épines !

Perspectives générales

A Antibes, longtemps référence pionnière au niveau mondial en matière de lutte biologique, on a construit une science qui s'appuie à la fois sur des connaissances biologiques précises, en matière de plantes et d'insectes, et sur les dynamiques des populations observées dans le cadre concret du terrain des vergers, des serres et des champs. D'où des inquiétudes sur le futur de certaines disciplines jugées menacées et aussi sur la perte de capacité d'intégration de connaissances de nature diverse indispensable pour poursuivre le travail sur la lutte biologique...

Enfin, une évocation du discours de Bertrand Hervieu sur « *l'agronomie, science de l'intégration* » : mais la lutte biologique ne relève-t-elle pas aussi du domaine des sciences de l'intégration ?

D'où l'expression d'incertitudes aussi sur le positionnement de l'INRA par rapport à des demandes de nature technologique. On balance entre une stratégie de partenariat sur des recherches d'amont (sur le prion, en génomique, etc.) et une stratégie de maintien du contact rapproché avec des préoccupations d'ingénierie des systèmes. Doit-on envisager l'organisation d'un secteur d'action technique au sein de l'INRA, dans la lignée des succès antérieurs de l'INRA des années 50 à 80 ?

La question de la structure mentale des futurs chercheurs vis-à-vis des enjeux de la recherche se pose certainement. Auront-ils de l'enthousiasme pour créer un lien entre l'exercice d'un métier de production de connaissances et la vision des transformations induites par les résultats ? Comment la génération des nouveaux chercheurs prendra-t-elle la mesure des enjeux spécifiques de la recherche agronomique alors qu'ils ont été recruté d'abord pour leur capacité à maîtriser les nouveaux outils ?

Une logique d'organisme de recherche vis-à-vis de la demande sociale : une demande sociale de nature marchande, et une demande sociale en termes de biens publics. Des scénarios en germe sur la base de cette dualité. Si la demande marchande s'accroît en direction de la recherche, le secteur de l'entreprise peut trouver avantage à produire sa propre production de connaissance adaptée à ses finalités. Mais des évolutions qui peuvent aussi intervenir dans le montage institutionnel entre demande privée et recherche publique (comme le montrent les montages Génoplante et Agenae, et l'hypothèse « Fondation » envisagée par Bertrand Hervieu). Pourrait-on considérer que l'option « lutte biologique » relève d'une logique de création de bien public, par les conséquences qu'un tel choix peut avoir sur la qualité de l'environnement ?

Autre sujet : les retraits de l'INRA par défaut sans explication, sans stratégie explicite. D'où les déceptions voire les colères des partenaires, et l'amertume des agents de l'INRA concernés, alors qu'il est cependant logique de se dégager d'opérations qui marchent bien une fois la période d'apprentissage dépassée ! Il faudrait que ces prises de positions soient plus explicites, expliquées, voire négociées, en interne comme en externe.

Le changement de localisation de l'INRA, son déplacement depuis la Villa Thuret sur Le Cap d'Antibes à Sophia-Antipolis est certainement symbolique des tensions qui peuvent se manifester entre un INRA ancien et un INRA nouveau. L'évolution des thématiques et des méthodes se traduit aussi par des changements des lieux où se fait la recherche. Cela est perceptible dans plusieurs Centres, et Antibes se place dans ce mouvement, passant de l'autre côté de la frontière, d'un eldorado à l'autre, de celui des territoires du tourisme à celui des hautes technologies. L'INRA va forcément s'en trouver transformé.

L'INRA nouveau vieillira-t-il aussi bien que les cuvées antérieures ? Au moment où j'écris cela j'ai encore en bouche les dégustations récentes du Gaillac nouveau (bien meilleur que le Beaujolais nouveau !) et surtout d'un certain Château Haut-Brion 1983 à Bordeaux !